



Fédération internationale des ACAT – Action des chrétiens pour l'abolition de la torture
International Federation of ACATs – Action by Christians for the Abolition of Torture



Déclaration de la FIACAT et de l'ACAT RCA sur la situation des droits humains en République centrafricaine

Point 10 – Dialogue interactif avec l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'Homme en République centrafricaine

48^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme

Monsieur l'Expert indépendant,

La FIACAT et l'ACAT RCA souhaiteraient aborder certaines préoccupations relatives à la mise en œuvre de l'accord de paix signé le 6 février 2019.

Cet accord prévoyait la dissolution systématique des groupes armés et qu'ils s'engagent à mettre fin de manière immédiate, complète et irrévocable à toutes les hostilités et formes de violences et traitements inhumains et dégradants. Cependant, des violations des droits humains continuent d'être recensées à travers le pays.

Depuis décembre 2020 jusqu'à ce jour certains éléments de la coalition seleka et des groupes anti balaka se sont organisés au sein de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) et continuent de commettre des exactions massives et répétées des droits humains. A titre d'illustration le samedi 5 juin 2021 dans le village NZELETE à 22 km de la ville d'Alindao, des membres de la communauté des Eglises Evangéliques Elim sont tombés dans l'embuscade des hommes armés non identifiés assimilé à des éléments de la CPC.

Lors de la mise en place du dernier gouvernement, le 23 juin 2021 plusieurs représentants des groupes armés sont restés au gouvernement voire ont été promus, suscitant des doutes au sein de la population quant à la volonté réelle des dirigeants politiques actuels de lutter efficacement contre l'impunité.

D'autre part, le dernier rapport de MINUSCA en avril 2021 dénonce également des violations commises par les forces loyalistes et leurs alliés lors de la reconquête des zones sous le contrôle des rebelles de la CPC.

La FIACAT et l'ACAT-RCA appellent toutes les parties à respecter pleinement l'accord de paix et invitent les autorités centrafricaines à enquêter sur toutes les allégations de violations des droits humains et à lutter efficacement contre l'impunité.

Je vous remercie